

*Celui qui apprend et ne réfléchit pas est perdu
Celui qui réfléchit et n'apprend pas est aussi perdu
Confucius*

Seattle : plus qu'une grande messe pour le commerce, une prise de conscience du défi de la mondialisation des économies

Pourquoi Seattle ?

L'objectif affiché du lancement à Seattle d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales est d'accélérer le développement des échanges des marchandises et des services afin de soutenir la croissance économique.

Comme toujours, l'enthousiasme d'un nouveau cycle reste mitigé en raison des divergences d'approches, lourdes d'arrière-pensées. Les querelles se multiplient notamment pour la prise en compte des liens du commerce avec d'autres domaines.

Négocier des règles et des concessions particulières d'accès aux marchés spécifiques pour assurer le développement du commerce touchera inévitablement des domaines liés au commerce proprement dit comme par exemple ceux, très sensibles, de l'environnement et de l'investissement. D'un côté, s'opposer à la prise en compte négociée et contractuelle des liens de ces sujets (parmi d'autres) avec le commerce et de leurs effets sur le commerce est illusoire. D'un autre côté, utiliser le prétexte de ces liens et ces effets pour harceler et pour recourir aux actions unilatérales et protectionnistes est dérisoire. Les deux attitudes reviennent à perpétuer, dans le domaine du commerce, des incohérences à un moment où une approche, rationnelle, globale et intégrée, est nécessaire pour appréhender le phénomène de la mondialisation. La mondialisation des économies est désormais inéluctable sous toutes leurs facettes et avec toutes leurs composantes. A noter que la portée réelle de la mondialisation reste encore insuffisamment perçue et identifiée dans ses **effets d'interconnexion** sur tous les domaines de la vie quotidienne y compris les zones voilées. Elle implique non seulement le dessus de l'iceberg comme la circulation des biens, des services, des capitaux, des technologies, des idées mais aussi la partie immergée, celle des hommes sans oublier celle des maladies, des vices, des fléaux, du mal-être, de la fraude, de la criminalité et des forces du mal. Germes de tensions, de violences et de conflits, les incohérences ne permettent pas d'assurer la maîtrise des interconnexions de la mondialisation des économies, en amplifient les effets négatifs et en sapent les effets bénéfiques.

Le développement durable

Il est salutaire de prendre conscience des interconnexions des réalités de la vie, qu'elles soient palpables ou **virtuelles**. Il est essentiel de les prendre en compte et de dépasser les contradictions et les incohérences traditionnelles et stériles pour en maîtriser les effets. Les incohérences pouvaient être expliquées au temps des fragmentations des économies, au temps des affrontements entre systèmes

économiques et sociaux différents et antagonistes. Ce temps est révolu depuis la chute du Mur de Berlin. L'économie de marché règne sans conteste à travers toute la Planète Terre et il est nécessaire d'en tirer les conséquences à la hauteur de la dimension et de la portée du phénomène.

En tout état de cause, le but de l'expansion des échanges ne peut être limité à la simple croissance économique mais bien de contribuer au **développement durable** dans toute sa plénitude.

On connaît bien le sens du développement durable depuis la réunion de Rio. A cette occasion, les travaux ont mis crûment en lumière les contradictions funestes des Etats qui nous gouvernent et qui paralysent leur mise en oeuvre dans les réalités. Il faut maintenant et résolument, à l'occasion de Seattle, faire accepter par tous – gouvernements, consommateurs, opérateurs économiques et sociétés civiles - le développement durable comme la priorité des priorités. Il faut lui imprimer le sens de sa seule et véritable mission : **assurer un développement équilibré aussi bien entre tous les pays de la Planète qu'entre toutes les couches de populations de la Planète comme dans chaque pays.** Le sens de l'équilibre constitue en effet l'épine dorsale du développement durable. Il efface les frontières surannées et artificielles, entre le Nord et le Sud : depuis un certain temps déjà, le Nord et le Sud co-existent dans pratiquement chaque pays avec la masse des nantis et le cortège des miséreux à l'intérieur même des frontières.

Si la mondialisation devait conduire à une croissance qui fait rêver les pauvres mais qui, en réalité, enrichit les riches et appauvrit les pauvres, alors les violences dans la cité, les conflits entre les Etats, les crises économiques finiraient par faire exploser nos économies pour la recherche – coûteuse et probablement illusoire - d'une nouvelle redistribution des cartes et des règles du jeu. Ce serait au prix de nouvelles souffrances pour les peuples et surtout pour les pauvres. De toute façon, Il ne pourrait plus y avoir de forteresses irrésistibles comme celles de l'abondance et du bien-être. Technologies de l'Information et de la Communication obligent, ces forteresses attisent les convoitises et paraissent condamnées à terme. L'Ouest diffuse ses rêves d'abondance mais il est incapable de payer le prix de l'attrait de ces rêves chez les pauvres en termes d'immigration clandestine, de criminalité etc...

Dès lors comment gérer la mondialisation ? comment gérer les 6 milliards de différences entre les habitants de la Planète Terre (car aucun être humain ne ressemble à l'identique à un autre, même chez les vrais jumeaux) de façon à prévenir la cristallisation des déséquilibres et des disparités explosifs ?

*
* *

La solution de bon sens

Penser, concevoir et agir dans l'environnement planétaire et global de l'économie.

Pour les penseurs, pour les hommes politiques, pour les citoyens, pour les opérateurs économiques, le défi de la mondialisation est avant tout psychologique. Il

est vrai que des entités économiques puissantes opèrent déjà et avec profit dans les marchés financiers pratiquement intégrés, pré-éminents et détenteurs des signaux du "politiquement correct". Mais les autres secteurs de la vie économique, surtout le commerce, restent en retrait et suivent tant bien que mal le mouvement. Le déphasage est important et source de nouveaux déséquilibres. La leçon des crises récentes n'a pas mis suffisamment en exergue les interconnexions des mouvements des capitaux, surtout ceux à court terme, avec les échanges commerciaux domestiques et extérieurs. Il en est de même pour la structure et pour la gestion de l'économie financière, bancaire et monétaire en ce qui concerne leurs interconnexions inextricables avec l'économie marchande et avec l'économie sociale, sans oublier celles avec d'autres aspects de la vie comme la protection de l'environnement, le travail, la santé, les droits de l'homme ... La seule conclusion positive – et timide - retenue a trait à la recherche d'une nouvelle architecture financière internationale. Mais cette quête débouchera-t-elle sur la prise en compte des interconnexions et des interactions de l'économie financière avec les autres économies et les autres aspects de la vie ? **ou** seulement, comme de par le passé, sur la confirmation de la traditionnelle pré-éminence de l'économie financière sur tous les autres secteurs économiques avec, en complément, des velléités risquées pour bâtir un monde unipolaire fondé sur la "pensée unique" ?

Les habitudes passées du monde fragmenté et cloisonné ont la vie dure. Elles sont profondément ancrées dans les cercles dirigeants des Etats et il faudrait une très longue marche pour l'initiation aux moeurs d'un nouveau monde sans barrière aux composantes inter-dépendantes, inter-actives et **solidaires**.

Si au niveau international, mondialisation oblige, les incohérences résultant de l'insuffisance et de l'absence de coordination entre les différentes Institutions Internationales aux compétences cloisonnées avec leurs chasses gardées, pouvaient être réduites et éliminées, ce serait le grand saut dans l'avenir. Les incohérences à tous les niveaux peuvent être en effet estimées, bon an mal an, à environ 1/10ème du P.N.B. mondial : c'est le coût de la non-cohérence dans la gestion des affaires à l'échelle internationale et au plan national. Ce grand saut pourrait être amorcé par la **convergence** des différentes politiques, actions et pratiques menées par les différentes Institutions Internationales. Une tentative bien timide existe déjà au niveau de l'OMC, du FMI et de la Banque Mondiale : la Déclaration Ministérielle de Marrakech d'avril 1994 sur "la contribution de l'OMC à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial". Les effets pratiques de cette Déclaration sont modestes. La bonne volonté ainsi que les actions pratiques des chefs des deux Institutions de Bretton Woods restent tributaires du degré de coopération de leurs Etats membres mandants respectifs. Quel est le poids politique des ministres du commerce ou des ministres de l'environnement face à celui des ministres des finances dans la stratégie du développement économique ? Le poids des mandants dans l'action menée par les Institutions Internationales, surtout financières, est décisif même s'il est méconnu. Ce rapport d'influence est également vrai au sein des gouvernements. Cela met en lumière un autre élément : si la **convergence** au niveau international est nécessaire, elle est encore plus indispensable et préalable au niveau national.

Si le grand saut dans la **convergence** pouvait être accompli dans de bonnes conditions, il conduirait à la **cohérence** des politiques économiques et sociales. Cette **cohérence** implique la globalisation des instruments de politiques économiques et sociales. La logique est impeccable mais il faut tenir compte des réalités des détenteurs de pouvoirs et de compétences qui freinent ou qui bloquent.

Les écueils sont multiples et la route sera longue mais la **convergence** des politiques économiques et sociales est bien incontournable si la mondialisation des économies devait conduire à un développement durable, sans disparités et sans distorsions, sur notre Planète.

Pour maîtriser la mondialisation des économies, au lieu de la subir, la **convergence** et la **cohérence** des politiques économiques constituent les prémisses de la **cohésion** de chaque peuple et de l'ensemble des populations de la Planète Terre.

*La **convergence** un minimum, la **cohérence** un "must" et la **cohésion** un espoir.*

Voilà la solution de bon sens pour affronter la mondialisation implacable des économies dans le monde. A l'appui de cette dynamique, Jim Wolfensohn, a proposé récemment de bâtir "une nouvelle architecture internationale" pour le développement en parallèle à "une nouvelle architecture financière internationale" pour "faire entendre la voix des pauvres". Bravo...

Mais comment la cohésion des peuples pourrait elle être possible si une organisation qui a vocation universelle comme l'OMC ne couvre que les 3/5 de l'humanité, laissant une trentaine de pays candidats attendre dans l'antichambre le bon vouloir discrétionnaire, voire arbitraire, de certains membres de l'OMC ?

Bref, que le développement durable soit le but et la base de la bonne gouvernance !

Trân Van Thinh
Ancien ambassadeur de l'Union Européenne
Négociateur du Cycle d'Uruguay

06.10.99